



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

avenir de l'entreprise Saint-Gobain PAM

Question au Gouvernement n° 1865

Texte de la question

AVENIR DE L'ENTREPRISE SAINT-GOBAIN PAM

M. le président. La parole est à Mme Caroline Fiat.

Mme Caroline Fiat. Monsieur le ministre de l'économie, partout dans le monde se trouvent les plaques d'égout de Pont-à-Mousson. Sur les réseaux sociaux, les citoyens postent ce symbole industriel avec fierté pour démontrer leur attachement à l'usine.

Compte tenu de la menace d'une vente du site à un acteur étranger, il convient d'apporter un soutien sans faille à une industrie vieille de plus de 150 ans et ô combien nécessaire, qui participe au transport de l'eau potable.

M. Thibault Bazin. Mme Fiat a raison !

Mme Caroline Fiat. C'est un intérêt stratégique essentiel. Conscient de la nécessité de protéger la santé des citoyens, le groupe investit en recherche et développement. Aujourd'hui, Saint-Gobain est en passe de produire des tuyaux sans bisphénol. C'est une première mondiale ! *(M. Thibault Bazin applaudit.)*

Si demain la France et ses entreprises perdent ces brevets précieux, nous serons contraints de nous fier aux groupes étrangers. Les scandales industriels à répétition peuvent nous faire douter de la réussite de ce pari.

Saint-Gobain est un enjeu d'emploi pour 2 000 salariés directs et autant en sous-traitance. C'est un enjeu de territoire et de tissu industriel. Bien sûr, c'est aussi un enjeu de souveraineté sanitaire, car nous devons disposer d'une offre qui permette de produire des canalisations aussi propres que possible.

Il y a juste trois ans, Emmanuel Macron, alors à votre poste, s'était rendu devant l'usine. Il avait défendu le besoin d'une Europe qui se dote d'une loi anti-dumping.

Avec vos candidats aux élections européennes, vous nous servez matin, midi et soir l'Europe qui protège, à toutes les sauces. C'est le moment d'agir pour protéger nos industries. Vos belles réponses pour Ford, Ascoval et Arjowiggins ne suffisent plus. Alliez enfin les paroles aux actes !

Ma question est simple : allez-vous agir pour préserver le site de Saint-Gobain Pont-à-Mousson et ses milliers d'emplois, en le nationalisant temporairement ? *(Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes FI et GDR et quelques bancs du groupe LR. – M. Dominique Potier applaudit.)*

M. Pierre Cordier. Nous attendons des réponses !

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Bruno Le Maire, *ministre de l'économie et des finances*. Madame la députée, oui, nous allons agir ! Oui, nous allons agir comme nous l'avons fait pour Ascoval afin de sauver les 281 emplois de l'aciérie de Saint-Saulve. Oui, nous allons agir comme nous l'avons fait pour les Fonderies du Poitou. Oui, nous allons agir comme nous l'avons fait aussi pour Ford, afin d'essayer de créer une réindustrialisation et des perspectives industrielles.

M. Pierre Cordier. Il ne suffit pas de le dire !

M. Bruno Le Maire, *ministre*. Je ne laisserai tomber aucun emploi industriel. Et je vous le redis, madame Fiat : je considère qu'on ne bâtira pas l'industrie de l'avenir de la France sur les ruines de l'industrie du passé, et qu'il faut se battre pour chaque emploi industriel. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.*)

Je partage totalement votre avis sur ce que représente Pont-à-Mousson dans la tradition industrielle française. Et je vous invite, comme Dominique Potier et tous les élus lorrains, à venir au ministère de l'économie et des finances, une fois que j'aurai vu le président de Saint-Gobain, pour que nous examinions ensemble, une fois qu'il m'aura donné des perspectives et qu'il aura formulé des propositions, toutes les options sur la table et que nous trouvions la meilleure afin de garantir la pérennité du site industriel.

M. Alexis Corbière. Et la nationalisation, vous en pensez quoi ?

M. Bruno Le Maire, *ministre*. Vous m'interrogez sur notre politique industrielle européenne. Nous nous battons pour protéger l'industrie européenne. Un règlement sur le contrôle des investissements étrangers en Europe a été adopté il y a quelques semaines, afin d'éviter que certaines grandes puissances ne viennent piller nos technologies et nos savoir-faire, qui nous ont demandé tant d'investissements financiers et humains.

M. Christian Hutin. Vous pensez à Aéroports de Paris ?

M. Bruno Le Maire, *ministre*. Avec Peter Altmaier, nous sommes en train de construire une filière dans l'industrie des batteries électriques pour que nous soyons souverains dans ce domaine, parce qu'il n'y a pas de souveraineté politique sans souveraineté technologique.

M. Alexis Corbière. Et la nationalisation du site de Pont-à-Mousson ?

M. Bruno Le Maire, *ministre*. Au niveau national, les mesures que nous prenons pour la formation et pour la fiscalité du capital afin de faciliter l'investissement dans l'innovation et la recherche n'ont qu'un seul objectif : la reconquête industrielle de notre pays.

Alors qu'au cours des dix dernières années, nous avons perdu 1 million d'emplois et 100 usines par an, nous recréons des emplois industriels. C'est la première fois depuis dix ans dans notre pays, et c'est grâce au travail de la majorité, à ses décisions et à ses choix économiques. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes LaREM et MODEM.*)

M. Pierre Cordier. menteur !

M. Alexis Corbière. Nous avons posé une question, le ministre pourrait y répondre !

M. le président. Monsieur Corbière, dans cet hémicycle, les questions sont libres, les réponses aussi. Il faut vous y faire !

Données clés

Auteur : [Mme Caroline Fiat](#)

Circonscription : Meurthe-et-Moselle (6^e circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1865

Rubrique : Emploi et activité

Ministère interrogé : Économie et finances

Ministère attributaire : Économie et finances

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [10 avril 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [10 avril 2019](#)